

## **Pas de reprise de discussion sans le retrait de la loi Macron !** **Grève générale jusqu'à l'abrogation.**

En écho à la déclaration intersyndicale du 3 mai, **Oui** partout en France, des millions de jeunes, de salariés et de retraités ont manifesté dignes et déterminés à faire reculer le gouvernement et le patronat, faisant de ce 1er mai 2023 un jour de lutte historique. Oui des syndicalistes des 5 continents ont rejoint nos manifestations et soutiennent la mobilisation française.

**Oui** ce 1<sup>er</sup> mai était marqué par l'unanimité intersyndicale contre la réforme des retraites et renforce la détermination des travailleurs à exiger l'abrogation de la loi « retraites » Macron.

**Oui** ça fait bien 3 mois au coup par coup, que les salariés se battent, viennent tout de même grossir le nombre de manifestants et de grévistes dans le public comme dans le privé.

Effectivement l'exécutif enchaîne les passages en force : refus de recevoir les syndicats, utilisation du 49-3, promulgation immédiate malgré la censure partielle du conseil constitutionnel...

**Oui** La décision du Président de la République de maintenir sa réforme malgré l'opposition quasi unanime de la population démontre à nouveau une déviance profonde de la démocratie représentative.

**Oui** notre union départementale dénonce, une nouvelle fois, ces décisions autoritaires qui ajoutent à la crise sociale une crise démocratique.

**Oui** nous persisterons en outre à exiger le retrait pur et simple de cette contre-réforme, l'abrogation de la loi Macron. Oui nous irons manifester autant que nous le pourrons notre désaccord partout auprès des élus de la république.

**Oui** nous appelons à multiplier les initiatives, mais bien pour construire la grève et précisément la grève générale et pour cela pas question d'attendre le saint glinglin ou le 6 juin prochain. C'est notre mandat depuis 6 mois !

Notre organisation syndicale de travailleurs n'a eu de cesse de faire part de ses revendications, pour renforcer notre système de retraite par répartition, dénoncer les exonérations de cotisations patronales et autres crédits d'impôts et préserver notre sécurité sociale. Non ils ne nous voleront pas davantage !

Ouvrir un cycle de concertations, c'est ce que le gouvernement dans sa toute-puissance annonce vouloir ; sans même que l'objet ni le cadre ne soient précisément fixés. Et certains syndicats de l'accompagnement foncent déjà tête baissée !?

**Pour nous c'est Non !** c'est tout bonnement impensable après une telle bataille, de tels sacrifices des salariés pour tenir les piquets de grève, que nous participions à la moindre audition de ce que Macron veut nous vendre, ou à la moindre discussion qui en découlerait sans l'assurance du retrait total de la loi Macron ! Il est intolérable de ne serait-ce que penser, que notre organisation syndicale pourrait se fourvoyer dans des concertations à la Macron qui nous ont valu déjà les ordonnances et la régression de droits sociaux et syndicaux. La défiance à l'égard de ce gouvernement est profonde il nous rappelle trop les tristes heures de la charte du travail.

Aussi nous le réaffirmons fermement : y compris dans l'intersyndicale notre confédération et sa commission exécutive portent la responsabilité d'appeler à construire partout la grève générale, seule solution de lutte de classe pour faire plier ce gouvernement sourd à tout autre méthode, comme elle porte la responsabilité de refuser tout compromis de discussion tant que la réforme n'est pas retirée sans quoi elle devra répondre de son mandat !

**Non !** Le retour à la négociation ne pourra être envisageable que si notre organisation syndicale se fait respecter mais également en respectant les camarades qui combattent et lui donnent mandat.

Le bureau de l'Union départementale, **Saint Briec le 3 mai 2023**